



SITUATION DES SURVIVANTS DES CAMPS DE CONCENTRATION

Troisième rapport du Secrétaire général sur l'état de la question

SOMMAIRE

Le présent document, qui est soumis au Conseil pour information, contient un exposé des mesures qui ont été prises depuis la treizième session du Conseil pour donner effet à la résolution 386 (XIII) relativement à l'indemnisation des survivants des camps de concentration qui, sous le régime nazi, avaient été victimes d'expériences prétendues scientifiques. Il comporte un compte rendu des consultations qui ont eu lieu avec les autorités allemandes compétentes et un exposé concernant la gestion des allocations prélevées sur le Fonds de réparation de Paris pour l'assistance aux victimes. Le Secrétaire général soumettra un rapport plus détaillé à la quinzième session du Conseil.

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphe</u>
I. Introduction	1 - 3
II. Consultations avec les autorités allemandes compétentes... 4 - 7	
III. Gestion des allocations prélevées sur le Fonds de réparations de Paris	8 - 9

I. INTRODUCTION

1. Le Conseil se souviendra que le Secrétaire général a soumis à sa douzième session un premier rapport sur l'état de la question (E/1915) et que ce rapport rendait compte des mesures qui avaient été prises pour alléger le sort des survivants des camps de concentration qui, sous le régime nazi, avaient été victimes des expériences prétendues scientifiques. Après avoir examiné ce rapport, le Conseil a adopté la résolution 353 (XII) concernant les mesures à prendre pour la réparation du préjudice subi par ces personnes.
2. Le Secrétaire général a soumis à la treizième session du Conseil un deuxième rapport sur l'état de la question (E/2087), qui rendait compte des progrès réalisés dans la mise à exécution de la résolution 353 (XII). Le Conseil a adopté en conséquence la résolution 386 (XIII) par laquelle il se félicitait notamment de la décision que le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne avait prise d'assumer toute responsabilité en matière d'indemnisation des victimes ; priait la Commission de contrôle soviétique pour l'Allemagne de répondre à la communication du Secrétaire général concernant ce problème, adressait un appel au Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne pour qu'il donnât à l'assistance qu'il avait prévue un caractère le plus généreux possible et invitait les autorités occupantes par l'intermédiaire de la Haute Commission alliée en Allemagne et des autorités allemandes intéressées, à réserver un accueil favorable aux demandes d'envoi de fonds à des victimes résidant actuellement en dehors de l'Allemagne. Le Conseil a en outre invité les Gouvernements, les institutions spécialisées intéressées et les organisations bénévoles à aider le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne à procéder à des enquêtes sur les cas individuels des victimes d'expériences prétendues scientifiques qui ne résidaient pas sur son territoire ; a prié les organismes qui sont chargés de la gestion et de la distribution des fonds de réparations de poursuivre leurs efforts de remédier à la situation des victimes et a prié l'Organisation mondiale de santé de continuer à fournir son aide précieuse en vue de résoudre ce problème. Le Conseil a enfin chargé le Secrétaire général de transmettre au Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne la documentation réunie jusqu'alors par le Secrétaire général sur le nombre et la nature des cas différents, de fournir à ce gouvernement tous autres éléments d'information qui viendraient à sa connaissance et d'indiquer au Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne que, de l'avis du Conseil, l'examen et la certification des demandes de réparation individuelles formulées contre ledit gouvernement était une question qui concernait, au premier chef, ce gouvernement.

3. Le troisième rapport sur l'état de la question que le Secrétaire général soumet au Conseil pour information expose les mesures qui ont été prises pour donner suite à la résolution précitée.

II. CONSULTATIONS AVEC LES AUTORITES ALLEMANDES COMPETENTES

4. Le Secrétaire général a communiqué le texte de la résolution 386 (XIII) au Président de la Haute Commission alliée en Allemagne, au Chancelier et Ministre des Affaires étrangères de la République fédérale d'Allemagne et à la Commission de contrôle soviétique pour l'Allemagne ^{1/}. Dans chaque cas l'attention des destinataires a été attirée sur les paragraphes pertinents de la résolution.

5. Conformément à cette résolution, le Secrétaire général a commencé sans délai à transmettre au Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne les renseignements dont il disposait au sujet du nombre et de la nature des différents cas.

Au 20 juin 1952, le Secrétaire général a ainsi transmis des renseignements concernant 225 personnes.

6. Le 29 février 1952, le Secrétaire général, après avoir consulté le Directeur général de l'Organisation mondiale de la santé, a adressé au Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne certaines suggestions concernant l'examen et la certification des demandes de réparation.

7. Le 23 avril 1952, le Gouvernement fédéral, qui avait annoncé le 14 janvier 1952 au Secrétaire général qu'il préparait un rapport sur les mesures qu'il avait prises jusqu'alors en vue de l'indemnisation des victimes, a envoyé une note dont la partie principale est ainsi conçue :

"1) Au premier avril 1952, le Gouvernement a reçu au total 521 demandes émanant de personnes qui demandaient à bénéficier des mesures de secours en vertu de la décision du Cabinet, en date du 26 juillet 1951, pour avoir été soumises aux expériences prétendues scientifiques. Sur ces demandes, 268

^{1/} Le texte de la résolution 386 (XIII) a été également communiqué aux gouvernements des Etats Membres et non membres de l'Organisation des Nations Unies, au Directeur général de l'Organisation mondiale de la santé et au Directeur général de l'Organisation internationale pour les réfugiés. D'autre part, ce rapport a été soumis à un certain nombre d'autres institutions, notamment l'Association médicale mondiale dont on a pu obtenir le secours grâce à l'Organisation mondiale de la santé, au Service de recherche internationale et aux bureaux de recherche nationaux dans onze pays différents.

émanaient de l'étranger, tandis que 253 provenaient d'Allemagne. Le grand nombre des demandes reçues, qui dépasse largement les estimations initiales, montrent que le groupe des personnes en question est exactement informé de la manière dont sont accordées les indemnités et des conditions à remplir pour y avoir droit.

2) Le Gouvernement fédéral note avec satisfaction l'assistance fort efficace que lui ont offerte l'Organisation des Nations Unies, les institutions spécialisées, les gouvernements et les organisations privées chargées de rechercher et de trier les cas de personnes qui avaient fait l'objet d'expériences pratiquées sur des êtres humains. Il a en outre réservé un accueil favorable aux suggestions qui lui avaient été soumises dans une note verbale, en date du 29 février 1952, au sujet de l'assistance que pourraient lui apporter les experts pour éclaircir les cas douteux. Le Gouvernement fédéral vous adressera peut-être d'autres communications au sujet de vos suggestions. Ceci s'applique particulièrement aux cas que le Gouvernement fédéral n'est pas en mesure de vérifier par l'intermédiaire de ses représentants à l'étranger. Etant donné que c'est au Gouvernement fédéral qu'il appartient de prendre les décisions définitives sur chacun des cas individuels, toutes les mesures nécessaires ont été prises pour que les demandes soient examinées à fond et en toute objectivité. Tenant compte des suggestions que vous lui avez adressées, le Gouvernement fédéral a chargé ses représentants à l'étranger de confier, dans toute la mesure du possible, l'examen des personnes atteintes à des médecins spécialisés en matière d'assurances-accident. Il a tout particulièrement recommandé à ses représentants à l'étranger de se mettre en rapport avec les services administratifs compétents en matière d'indemnités accordées en cas d'accident dans chacun des pays intéressés, afin de se procurer les noms des médecins qualifiés. Dans les cas douteux, ces représentants ont été priés d'obtenir l'avis d'un expert légiste pour déterminer l'étendue du préjudice.

3) Toutes les demandes adressées au Gouvernement fédéral sont en cours d'examen, mais il n'a pas été possible d'éviter certains retards dans l'étude des cas en question. On peut toutefois espérer que les premières décisions concernant l'indemnisation des victimes qui ont survécu aux prétendues expériences pratiquées sur des êtres humains, interviendront sous peu. Dans

les cas où la demande sera reconnue comme justifiée, les paiements seront effectués sans délai, les crédits nécessaires ayant déjà été alloués à cet effet. D'autres communications concernant cette question pourront encore vous être adressées."

III. GESTION DES ALLOCATIONS PRELEVEES SUR LE FONDS DE REPARATIONS DE PARIS.

8. Le 26 novembre 1951, le Directeur général par intérim de l'Organisation internationale pour les réfugiés, a annoncé au Secrétaire général qu'une somme supplémentaire de 25.000 dollars avait été prélevée sur le fonds de réparations de Paris et que la somme totale réservée à l'assistance à fournir aux victimes des expériences a été portée ainsi à 125.000 dollars. Après la cessation des activités de l'Organisation internationale pour les réfugiés, le Comité intergouvernemental provisoire pour le Mouvement des migrants d'Europe, qui avait assumé certaines fonctions de l'Organisation internationale pour les réfugiés, a soumis au Secrétaire général les renseignements suivants :

a) Les fonds qui restent à la disposition du Comité étant limités, la somme de 125.000 dollars prélevée sur le fonds de réparations de Paris, représente la somme maximum qui peut être affectée à l'assistance aux victimes. Cette somme soit être répartie de la manière suivante par les deux institutions bénévoles qui participent à la gestion du fonds de réparations : ^{1/}

	<u>Dollars</u>
i) <u>National Catholic Welfare Conference</u> (pour les victimes polonaises et les victimes non israélites d'origine non allemande et non autrichienne)	100.000
ii) <u>Comité international de secours</u> (pour les victimes autrichiennes et allemandes de religion non israélite)	25.000

1/ A la Conférence de Paris sur les réparations, qui s'est tenue en décembre 1945, les Puissances participantes sont convenues que 90 pour 100 de la somme de 25 millions de dollars prélevée sur une partie de la liquidation des ~~avoirs~~ allemands dans les pays neutres, 90 pour 100 de l'or non monétaire trouvé par les forces armées alliées en Allemagne, et 95 pour 100 des avoirs rendus disponibles par les gouvernements des pays neutres et prélevés sur les biens des victimes de l'action nazie mortes sans héritiers, seraient utilisés pour l'assistance aux victimes israélites de l'action nazie qui peuvent prétendre au bénéfice de cette assistance et qui ne sont pas rapatriables ainsi que pour la réinstallation de ces victimes. (Voir le premier rapport du Secrétaire général sur la situation des survivants des camps de concentration (E/1915, chapitre IV).

b) Ces deux organisations ont été autorisées à élaborer elles-mêmes les arrangements les plus satisfaisants à la seule condition de présenter tous les trois mois un rapport financier, ainsi que des déclarations périodiques concernant la vérification de leurs comptes ; d'autre part, les noms et les adresses des victimes ainsi que le montant de l'assistance fournie à chacune d'entre elles doivent être communiqués à l'Office de réparations du Comité pour le Mouvement des migrants. Les institutions ont été priées de faire tout ce qui était en leur pouvoir pour accélérer la répartition des fonds aux victimes nécessiteuses.

c) La National Catholic Welfare Conference a réglé environ une centaine de cas dans 13 pays différents. Elle a institué des comités chargés de vérifier sur place l'affirmation de la victime qu'elle avait été soumise à des expériences, en prenant en considération les éléments suivants qui peuvent servir à corroborer ces déclarations :

- i) Déclaration de la victime
- ii) Déclaration de témoins qui étaient détenus dans un camp de concentration en même temps que la victime ;
- iii) Déclarations de comités nationaux d'anciens détenus de camps de concentration ;
- iv) Déclarations de prêtres ;
- v) Rapport médical concernant l'état physique de l'intéressé ;
- vi) Autorisation du Centre de documentation de Berlin.

Les comités sont autorisés à effectuer des paiements immédiats dès qu'ils ont établi que la victime a effectivement droit à une indemnité, après quoi le dossier de chaque personne est transmis au siège de la National Catholic Welfare Conference qui décide s'il y a lieu d'effectuer des paiements additionnels eu égard à l'état de santé actuel de la victime ou aux besoins de sa famille.

d) Le Comité international de secours a examiné une trentaine de cas. Après que le Comité fut informé qu'il pourrait probablement compter sur une assistance provenant du fonds de réparations, ses bureaux locaux ont commencé à enquêter sur les demandes d'un certain nombre de victimes. En conséquence, dès la réception du don de 25.000 dollars, le Comité a pu effectuer rapidement des paiements à quinze victimes dont la bonne foi avait été établie. D'autres cas sont encore en suspens ; dans les cas qui présentaient un caractère d'urgence, une avance a été accordée aux intéressés. Tous les cas sont

soigneusement examinés par les membres du Comité chargés de se rendre sur les lieux. Dès qu'il est clairement établi qu'il s'agit d'une victime authentique des expériences prétendues scientifiques, un paiement est effectué sans délai et son montant est fixé dans chaque cas d'espèce en tenant compte des besoins de la victime.

Les paiements effectués jusqu'à ce jour ont servi dans la plupart des cas aux soins médicaux. Le Comité intergouvernemental provisoire pour le Mouvement des migrants d'Europe a annoncé au Secrétaire général qu'on pouvait espérer que grâce à de nouveaux versements au fonds de réparations, on pourrait attribuer aux victimes de nouvelles allocations.

9. Le Secrétaire général est resté en rapport avec le National Catholic Welfare Council et le Comité international de secours.
